

La FSU appelle à faire grève ce mardi 19 Mars pour dénoncer les attaques portées à la Fonction publique, à l'AEFE et pour une revalorisation de nos salaires en Tunisie

Après le retour du gel de la valeur du point d'indice qui entraîne des pertes de pouvoir d'achat sans précédent, la mauvaise compensation de la hausse de la CSG, le rétablissement du jour de carence, **voici un projet de loi dit de transformation de la Fonction publique qui est en fait une remise en cause sans précédent de celle-ci !**

En France, que prévoit ce projet de loi ?

- Des commissions paritaires vidées de leur substance en ne donnant plus aucun droit de regard aux agent-es sur les actes de gestion (mutations, promotions, etc). **L'administration affecterait ou nommerait de manière unilatérale, en toute opacité, sans aucune vérification par des élus du personnel du respect des droits de chacun, sans possibilité pour les personnels de contester les décisions autrement que par un recours individuel devant l'administration puis devant les tribunaux administratifs,**
- La possibilité d'externalisation de services avec des détachements vers le privé sans droit d'option, l'introduction des ruptures conventionnelles, des mobilités imposées, etc... C'est en fait un plan pour «accompagner» celui de suppression de 120 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022.

A l'AEFE, une casse du service public d'éducation

À l'étranger, c'est bien la casse des missions de service public que les syndicats de la FSU combattent depuis plusieurs années. Sa traduction en est le **sous-financement chronique de l'Établissement public AEFE, aggravé par la coupe budgétaire brutale de l'été 2017**. Sa conséquence, aujourd'hui, c'est une **AEFE déstabilisée par des fermetures massives de postes de détaché(es) et gravement menacée par des projets de privatisation** qui s'attaquent notamment, là aussi avec une brutalité inouïe, à la nature même des **contrats des personnels**.

Entre les feux croisés des suppressions budgétaires, de la dégradation des conditions de travail, et des mesures idéologiques du MEN bornant arbitrairement les nouveaux détachements à une durée de 6 ans, **les personnels ne cessent de faire les frais d'une gestion étriquée, sans visée, sans avenir pour les missions de service public d'éducation à l'étranger, en voie d'abandon par l'État.**

En Tunisie, où en sommes-nous ?

Depuis le début de cette année scolaire, **nous exigeons un large plan de revalorisation des rémunérations**. Pour information, les rémunérations des Personnels de Droit Local (PDL) ne « pèsent » qu'à hauteur de 28% sur le budget de l'ERT. De même, le salaire des mêmes agents ou professeurs dans les lycées français du Maroc ou d'Algérie est de l'ordre de 2 à 2,5 fois plus !

Pour les personnels détachés l'ISVL ne cesse de diminuer contrairement aux engagements de l'AEFE du printemps 2017 (-4,5% depuis le 1^{er} janvier 2019) alors même que la dévaluation du dinar est immédiatement compensée par une augmentation des prix.

Si l'administration a enfin engagé avec nous la refonte des grilles de salaire des PDL, elle n'a avancé aucun élément de rémunération. Parallèlement, il n'est nulle part question d'une augmentation de l'ISVL !

C'est pour toutes ces raisons, qu'en plus des différentes actions votées lors de nos heures d'information syndicale qui concernent prioritairement les enseignants (boycott des notes pour les bulletins du 2^{ème} et du 3^{ème} trimestre, des examens blancs mais aussi des tests d'entrée...)

Nous demandons à tous, quelque soient leurs statuts ou leurs fonctions, de s'engager pleinement dans la grève nationale ET locale du mardi 19 Mars !

**Contre la remise en question de la Fonction publique française et de l'AEFE
Pour une véritable revalorisation des rémunérations
de tous les personnels des EGD de Tunisie
Tous en grève le mardi 19 Mars 2019 !**